

Institut C.D. Howe

Rapport Annuel 2000



L'Institut C.D. Howe est un organisme de recherche et d'éducation indépendant et sans but lucratif. Son rôle est le suivant : définir les questions d'actualité et les questions nouvelles en matière de politique économique et sociale, analyser les possibilités d'intervention qui s'offrent à cet égard aux secteurs public et privé, recommander, le cas échéant, des politiques qui lui paraissent particulièrement susceptibles de servir les intérêts du Canada, et informer, de façon claire et impartiale, un public national et international des conclusions auxquelles l'ont amené ses recherches.

La création de l'Institut, en 1973, remonte au fusionnement de la Private Planning Association of Canada (PPAC) et de la C.D. Howe Memorial Foundation. La PPAC, établie en 1958 par des dirigeants d'affaires et syndicaux, menait des activités de recherche et d'éducation sur des questions de politique économique. La Fondation avait été établie en 1961 en commémoration du feu député, l'honorable Clarence Decatur Howe, qui avait exercé, entre autres fonctions, celles de ministre du Commerce, de 1935 à 1957. La fondation devenait une identité distincte en 1981.

Comment appuyer les travaux de l'Institut C.D. Howe

L'Institut C.D. Howe encourage les entreprises, le mouvement syndical, les associations, les professions et les personnes intéressées à participer à ses activités et à les appuyer.

Les membres de l'Institut reçoivent des exemplaires de chaque publication de l'Institut dès sa parution, ainsi que des invitations à assister aux tables rondes sur les politiques, aux conférences, aux dîners sur les politiques et à d'autres réunions spéciales. Ils peuvent également avoir accès à la bibliothèque de l'Institut et consulter les analystes sur des questions de politique. Toutes les contributions sont déductibles de l'impôt.

Les personnes qui souhaitent obtenir de plus amples renseignements sont priées de communiquer avec l'agent du développement de l'Institut.



Institut C.D. Howe, 125, rue Adelaide Est, Toronto (Ontario) M5C 1L7
www.cdhowe.org tél. : 416-865-1904; téléc. : 416-865-1866; courriel : cdhowe@cdhowe.org

Message du président-directeur général

« Le public est bien servi par un solide cercle de groupes de réflexion [...] Plus que tout autre groupe de réflexion au pays, l'Institut C.D. Howe soulève l'attention, car il maîtrise tous les outils dont dispose un tel groupe, soit la crédibilité de ses théoriciens, la capacité d'attirer l'attention des médias et la promesse de conseils pratiques. »

— National Post
Business



Jack M. Mintz

En 2000, les décisionnaires fédéraux et provinciaux ont prêté une oreille plus attentive aux travaux des chercheurs de l'Institut C.D. Howe, et y ont donné suite. Au registre des bonnes nouvelles, figurent une réduction progressive des impôts sur les entreprises et les particuliers, et un retour à l'indexation des revenus pour plusieurs paramètres des formulaires d'impôt sur le revenu provincial et fédéral. Mais comme je l'ai indiqué dans le *President's Digest* de décembre 2000, il reste encore beaucoup à faire dans le domaine des politiques financières et monétaires, tout particulièrement en regard du fait que les pays qui font concurrence au Canada ne restent pas stationnaires.

J'ai déjà affirmé que les Canadiens doivent adopter la mondialisation et s'imposer à titre de nation dans le monde. Pour ce faire, il faut un gouvernement efficace, qui dépense judicieusement et qui adopte des politiques fiscales intelligentes. L'Institut examinera donc de plus près les programmes gouvernementaux, surtout dans le secteur particulièrement important des soins de santé. Un débat éclairé sur les enjeux urbains s'impose face au rôle de plus en plus dominant que jouent les villes dans la vie des Canadiens.

Heureusement, la capacité de l'Institut à se faire entendre dans ces domaines continue de s'accroître. L'an dernier, 30 nouveaux membres se sont joints à nous et les recettes d'adhésion ont augmenté de près de 10 %. Il s'agissait des meilleurs résultats enregistrés depuis plusieurs années et ils ont permis de placer l'Institut sur des bases financières plus solides. Il ne fait aucun doute que cette tendance témoigne de la reconnaissance généralisée et certaine de l'Institut à titre de groupe de réflexion politiquement indépendant et non-partisan.

En matière d'effectifs, l'Institut bénéficie toujours d'une solide équipe d'analystes et d'universitaires. Nous avons été très heureux de nommer Bill Robson au poste de vice-président et de directeur de la recherche en reconnaissance du rôle important qu'il remplit, tandis que Finn Poschmann est devenu analyste de politique principal. D'autre part, des subventions généreuses d'un groupe choisi de partisans nous ont permis de nommer quatre nouveaux universitaires subventionnés.

Les publications, les tables rondes et les conférences de l'Institut jouent un rôle de poids dans l'élaboration des politiques canadiennes. La conjoncture actuelle exige que les dirigeants canadiens fassent preuve d'une réflexion claire et prennent des mesures audacieuses. En 2001 et dans les années à venir, l'Institut continuera de soulever des questions de fond qui donneront le ton au débat national sur les moyens les plus efficaces de bâtir l'avenir du Canada.

Jack M. Mintz

Message du président du conseil

Il y a plusieurs moyens de mesurer l'efficacité d'un groupe de réflexion comme l'Institut C.D. Howe. On peut, par exemple, tenir compte du nombre et de la position sociale des participants aux conférences, de la fréquence et de l'importance des mentions dans les médias, et du nombre de téléchargements de rapports depuis le site Web de l'Institut. Une deuxième façon serait d'établir la mesure dans laquelle les gens sont prêts à appuyer ses travaux. Sur ces deux fronts, l'Institut a connu une très bonne année en 2000.

Une troisième manière serait de regarder le calibre des gens qui siègent au conseil d'administration d'un tel organisme. Sur ce plan aussi, la population canadienne peut continuer de s'attendre à de grandes choses de la part de l'Institut C.D. Howe.

Au cours du dernier exercice, les personnes suivantes se sont jointes au conseil d'administration : William Black, président et chef de la direction, La Maritime, compagnie d'assurance-vie, et John T. McLennan, vice-président du conseil et chef de la direction, AT&T Canada Corp. Leur décision de se joindre au conseil d'administration témoigne de leur foi en l'Institut et en sa capacité de jouer un rôle important dans la définition des possibilités du Canada au XXI^e siècle.

Comme l'affirme Jack Mintz dans son message, l'Institut C.D. Howe se trouve à l'heure actuelle en position de force. Les recettes s'accroissent et nous attirons de nouveaux membres et chercheurs éminents. Nous augmentons également la portée de nos tables rondes et conférences en les tenant dans de nouvelles villes, de sorte à accroître la présence de l'Institut aux quatre coins du pays.

Nous ne nous endormons pas sur nos lauriers. En fait, le conseil a lancé un processus intensif de planification stratégique pour veiller à ce que nous appliquions le même degré de rigueur à notre propre gestion que nous voulons que les gouvernements appliquent aux politiques qu'ils adoptent.

Au nom du conseil d'administration, je remercie tout le personnel et les chercheurs pour leur travail admirable, les participants aux conférences pour leur apport enthousiaste et nos membres pour leur appui toujours généreux. Grâce à vous, l'Institut C.D. Howe continuera de façonner l'avenir du Canada.



A handwritten signature in blue ink that reads "Kent Jespersen".

C. Kent Jespersen

Rapport d'impact : activités de recherche menées en 2000

L'un des principaux objectifs du programme de recherche de l'Institut C.D. Howe est de produire un équilibre particulier d'analyse d'avant-garde et de recommandations pratiques et opportunes. De ce point de vue, l'année 2000 fut excellente.

Plusieurs des mesures et des objectifs mentionnés dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 par le ministre des Finances faisaient écho aux recommandations articulées par les chercheurs de l'Institut au cours des dernières années. Nous avons été heureux de constater que les gouvernements fédéral et provinciaux réalisaient des progrès en matière de réduction de la dette, et s'appliquaient à trouver des moyens de réduire les impôts et d'en réduire la distorsion — deux thèmes importants des récents travaux de l'Institut.

Les publications de l'Institut ont anticipé la décision prise par la Banque du Canada d'adopter un calendrier fixe pour les décisions à l'égard des taux d'intérêt. Les politiques monétaires canadiennes sont devenues plus transparentes, et dieu merci, plus fermes face aux pressions exercées par les marchés de change, conformément aux recommandations de plusieurs chercheurs de l'Institut.

Ce ne sont certes pas toutes les recommandations de l'Institut qui jouissent d'une popularité immédiate. Les critiques des subventions fédérales à l'emploi et le retour en arrière proposé à l'égard des réformes de l'assurance-emploi n'ont pas réussi à persuader les décisionnaires. Cependant, cette expérience accroît notre détermination à presser les gouvernements d'adopter des politiques du marché du travail qui appuieront la prospérité à long terme. D'autre part, notre influence constructive sur les débats de politiques à l'égard d'enjeux aussi divers que la réforme constitutionnelle et le commerce international atteste largement le fait que les conseils judicieux et pratiques atteignent souvent leur but.

Pour ce qui est des projets à venir, l'Institut a déjà entrepris divers travaux sur les dossiers de l'urbanisme et des soins de santé. Nous voulons que les Canadiens qui aspirent à un niveau de vie meilleur et durable continuent de trouver dans les travaux de l'Institut une source d'idées primordiale.

Les quatre pages suivantes donnent une description sommaire des publications de l'Institut en 2000. On peut s'en procurer des exemplaires en communiquant avec l'Institut ou par le biais d'Internet (www.cdhowe.org).



William B.P. Robson
Vice-président, directeur de la recherche et
attaché de liaison canadien auprès du
Comité britannique et nord-américain

Les publications de l'Institut

Politiques budgétaires et monétaires

William B.P. Robson, Jack M. Mintz et Finn Poschmann, « **Budgeting for Growth: Promoting Prosperity with Smart Fiscal Policy** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 134, février 2000 : Ottawa devrait mettre le remboursement de la dette, les réductions d'impôt et un examen des dépenses stratégiques au premier plan de sa stratégie fiscale des cinq prochaines années.

Jack M. Mintz et Thomas A. Wilson, « **Capitalizing on Cuts to Capital Gains Taxes** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 137, février 2000 : une diminution du taux d'imposition sur les gains en capital stimulerait les nouveaux investissements par les particuliers et les entreprises, et créerait des conditions propices à la prise de risques, à l'innovation et à l'entrepreneuriat.

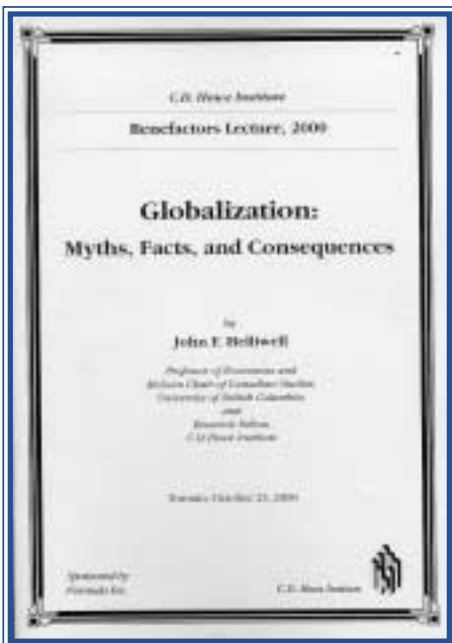
William B.P. Robson, « **Nice Tax Cuts — Shame about the Spending** », *Article documentaire*, février 2000 : les réductions d'impôt annoncées dans le budget fédéral de février 2000 ne vont pas assez loin et les dépenses à la hausse menacent tout progrès en ce sens.

Jack M. Mintz, « **The February 2000 Federal Budget's Business Tax Measures: Is Canada Missing the Boat?** », *Article documentaire*, mars 2000 : l'orientation des réformes fédérales du régime fiscal des entreprises annoncées dans le budget de février 2000 est prometteuse, mais des réductions plus rapides et plus importantes amélioreraient la situation concurrentielle du Canada.



John Richards, « **Now That the Coat Fits the Cloth...: Spending Wisely in a Trimmed-Down Age** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 143, juin 2000 : pour que le gouvernement fédéral et les provinces évitent de renouveler les excès fiscaux des 25 dernières années, ils doivent adopter un fédéralisme clarifié, soit une plus grande harmonisation des dépenses d'impôt entre les provinces et des restrictions plus claires quant au pouvoir d'application des ressources du fédéral.

Duanjie Chen, « **The Marginal Effective Tax Rate: The Only Tax Rate that Matters in Capital Allocation** », *Article documentaire*, août 2000 : les décisionnaires devraient fixer leur attention sur la mesure dans laquelle les impôts sur les entreprises faussent les investissements et désavantagent le Canada à titre d'endroit où investir en Amérique du Nord.



David Laidler et Shay Aba, « **It's Time to Ignore Core Inflation** », *Article documentaire*, novembre 2000 : outre l'indice des prix à la consommation, les indicateurs comme l'augmentation rapide de la masse monétaire, une expansion économique réelle insoutenable, le rétrécissement du marché du travail, voire la faiblesse du dollar canadien, suggèrent que la politique monétaire était trop laxiste, à partir du milieu de 1999 et pendant toute l'année 2000.

William B.P. Robson, « **A Little Rhythm Could Help the Bank of Canada Stay Cool: The Case for Regularly Scheduled Bank Rate Decisions** », *Article documentaire*, mars 2000 : en adoptant un calendrier fixe pour l'annonce des taux bancaires, la Banque du Canada pourrait garder le cap, même lorsque les marchés financiers sont tumultueux. David Laidler s'est joint au chœur qui réclame une réforme de la Banque du Canada dans son document « **Picking Up the Beat: Why the Bank of Canada Should Move to a Fixed Schedule for Monetary Policy Announcements** », *Article documentaire*, septembre 2000.

William B.P. Robson et Shay Aba, « **Stop the Press! Rapid Money Growth May Bring Higher Inflation** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 144, septembre 2000 : la masse monétaire du Canada s'est accrue trop rapidement en 2000; seule une plus grande prudence monétaire gardera le taux d'inflation à l'intérieur de la fourchette cible de la Banque du Canada, qui est de 1 % à 3 %.

David Laidler et Finn Poschmann, « **Leaving Well Enough Alone: Canada's Monetary Order in a Changing International Environment** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 142, mai 2000 : l'adoption d'une devise nord-américaine commune et comportant une nouvelle monnaie multinationale n'est pas une option, compte tenu des obstacles politiques et institutionnels au Canada et aux États-Unis.

« On peut faire, dans la même foulée, des réductions d'impôt et une réduction de la dette [...] l'étude du C.D. Howe a prouvé ce point sans l'ombre d'un doute. En fait, elle a mis fin, une fois pour toutes, au débat opposant les mérites d'une réduction d'impôt à ceux d'une réduction de la dette. »

— *Calgary Herald*

Essor économique et innovation

John F. Helliwell, « **Globalization: Myths, Facts, and Consequences** », Conférence annuelle des bienfaiteurs 2000 : bien que la libéralisation du flux international des biens, des services, des capitaux et des gens offre des possibilités dont les Canadiens devraient tirer profit, le Canada jouit encore d'une grande marge d'autonomie politique.

Daniel Schwanen, « **Putting the Brain Drain in Context: Canada and the Global Competition for Scientists and Engineers** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 140, avril 2000 : le Canada ne peut demeurer insensible au départ de scientifiques et d'ingénieurs hautement qualifiés vers les États-Unis, même si leur nombre peut sembler réduit par rapport au nombre de nouveaux diplômés et d'immigrants titulaires de grades universitaires.

Les publications de l'Institut (suite)

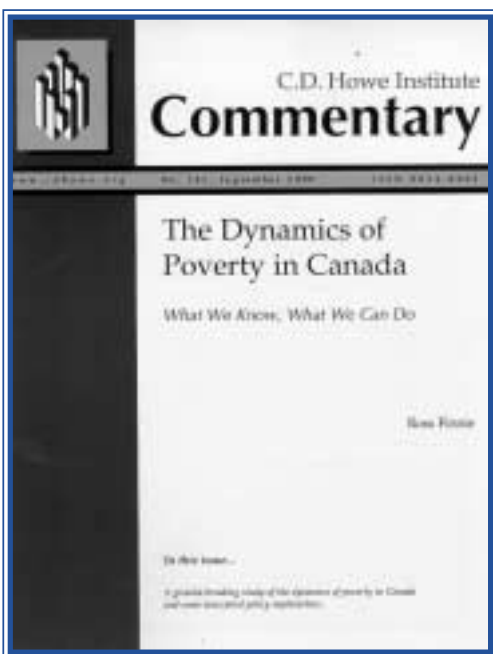
Politique sociale

Finn Poschmann et John Richards, « **How to Lower Taxes and Improve Social Policy: A Case of Eating Your Cake and Having It Too** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 136, février 2000 : une amélioration de la politique familiale et de la politique fiscale du gouvernement fédéral favoriserait le travail et la formation.

Ross Finnie, « **The Dynamics of Poverty in Canada: What We Know, What We Can Do** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 145, septembre 2000 : pour près de la moitié des Canadiens qui traversent une période de pauvreté, cet état n'est que provisoire; mais le reste des démunis souffrent d'une pauvreté chronique, situation qui pose des défis particuliers aux décideurs.

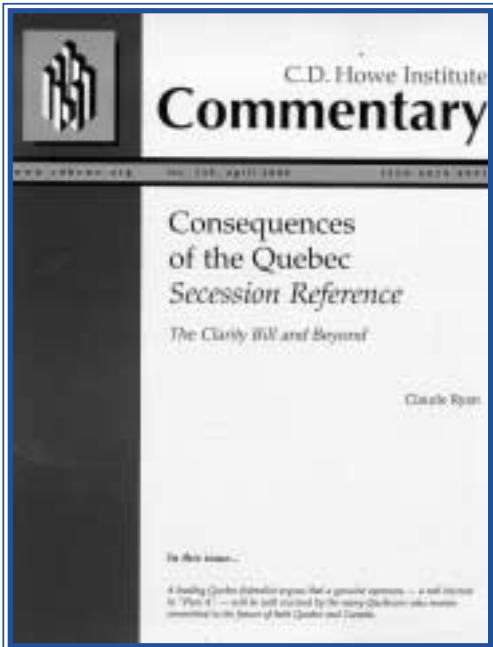
David M. Gray, « **The Work Sharing Program in Canada: A Feasible Alternative to Layoffs?** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 146, octobre 2000 : le programme de travail partagé mis en œuvre par Développement des ressources humaines Canada devrait surtout remédier aux mises à pied temporaires, plutôt qu'au chômage structurel ou saisonnier.

Alice Nakamura, « **Make EI Fairer: Don't Open the Coffers to Well-Off Repeaters** », *Article documentaire*, 17 octobre : les modifications apportées au programme d'assurance-emploi, dont la baisse du seuil d'admissibilité des parents qui réintègrent le système et la décision de continuer à surveiller les effets du programme, méritent des éloges. Par contre, certaines propositions — comme l'élimination de la règle de l'intensité et des taux particuliers à l'égard de la récupération fiscale de l'assurance-emploi — devraient de toute urgence être abandonnées ou, du moins, modifiées.



Ben Cherniavsky, « **The Economics of Job-Creation Programs: What We Know** », *Article documentaire*, juillet 2000 : face à la controverse des subventions d'emploi de DRHC, c'est le manque d'efficacité des programmes gouvernementaux de création d'emploi fondés sur des subventions qui constitue la principale leçon à tirer de cette expérience.

Kari Norman, « **Perceptions of Poverty: Correcting Misconceptions about the Low-Income Cutoff** », *Article documentaire*, avril 2000 : le point de repère des seuils de faible revenu utilisé par Statistique Canada pourraient mener à une mauvaise compréhension, de la part du public, des dimensions véritables de la pauvreté au Canada, ainsi qu'à des décisions peu judicieuses en matière de politiques gouvernementales.



Politique internationale

Vladimir Popov, « **The Currency Crisis in Russia in a Wider Context** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 138, mars 2000 : c'est le gouvernement russe qu'il faut blâmer pour la création et l'aggravation de la crise monétaire d'août 1998 qu'a connue le pays.

Daniel Schwanen, « **A Cooler Approach: Tackling Canada's Commitments on Greenhouse Gas Emissions** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 141, avril 2000 : les politiques canadiennes envers la réduction des émissions de gaz à effet de serre devraient inclure de meilleures incitations à réduire ces émissions et devraient cibler des objectifs plus souples que ceux qui figurent dans le protocole de Kyoto.

Samuel D. Porteous, « **Financial Sanctions: A Better Way to Target Rogue Regimes** » *Article documentaire*, décembre 2000 : les sanctions économiques contre les pays comme l'Irak ont peu de répercussions sur la conduite de leur

gouvernement, puisque les populations des pays non démocratiques qui font généralement l'objet de ces sanctions sont peu en mesure d'influer sur les dirigeants ou les politiques de leur gouvernement. Il faudrait plutôt envisager des sanctions financières ciblées, bien exécutées et respectées, qui parviendront mieux à punir le comportement des dirigeants autoritaires fautifs.

La régie et les institutions publiques

Patrick J. Monahan, « **Doing the Rules: An Assessment of the Federal Clarity Act in Light of the Quebec Secession Reference** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 135, février 2000 : la *Loi sur la clarté* du gouvernement fédéral est nécessaire, mais pourrait être amélioré en cernant davantage la signification d'un partenariat et d'une majorité claire dans le cadre de tout référendum futur au Québec sur la souveraineté.

Claude Ryan, « **Consequences of the Quebec Secession Reference: The Clarity Bill and Beyond** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 139, avril 2000 : la *Loi sur la clarté* du gouvernement fédéral est une intrusion dans un processus qui doit avoir lieu au Québec même.

Harry Kitchen, « **Municipal Finance in a New Fiscal Environment** », *Commentaire de l'Institut C.D. Howe* n° 147, novembre 2000 : les municipalités devraient utiliser des taux d'imposition variables (ou des évaluations spéciales) pour éliminer les différences de coût dans la prestation des services d'un bien-fonds à l'autre; de plus, elles devraient éliminer la discrimination à l'endroit des propriétés non résidentielles.

« Nous analysons les dossiers qui relèvent du domaine public, qu'ils soient suggérés par un gouvernement provincial ou par l'Institut C.D. Howe. »

— Dale Eisler, sous-ministre adjoint des Finances, Ottawa

Débats et discussions en 2000

- 20 janv. Robert G. Wright, sous-ministre des Affaires étrangères et du Commerce international sur « Les répercussions de Seattle »
- 8 févr. L'honorable Tony Clement, ministre de l'Environnement de l'Ontario, sur « La qualité de l'environnement en Ontario »
- 6 mars Don Drummond, sous-ministre adjoint des Finances, Ottawa, sur « Le Budget 2000 »
- 4 avril La très honorable Beverley McLachlin, Cour suprême du Canada, sur « Le rôle de la Cour suprême en matière d'élaboration des politiques au Canada »
- 6 avril Pierre Jacquet, directeur adjoint, Institut français des relations internationales à Paris, sur « L'euro : une réussite ou pas ? »
- 18 avril Denis Desautels, vérificateur général du Canada, sur « Le rapport du vérificateur général »
- 9 mai John MacNaughton, chef de la direction, Conseil de placement du Régime de pensions du Canada, sur « Le RPC et les marchés financiers canadiens »
- 25 mai Peter Nicholson, agent en chef des stratégies, BCE Inc., sur « De Telecom à Infocom »
- 26 mai Jack M. Mintz, président-directeur général, Institut C.D. Howe, sur « Le capital humain au Canada : comment le créer, comment l'obtenir, comment le garder » (Edmonton)
- 29 mai Jack M. Mintz, Institut C.D. Howe, sur « Comment créer l'avantage concurrentiel du Canada : le coût des affaires au sein d'une économie mondiale » (Regina)
- 30 mai Jack M. Mintz, Institut C.D. Howe, sur « Comment créer l'avantage concurrentiel du Canada : le coût des affaires au sein d'une économie mondiale » (Saskatoon)
- 30 mai Konrad von Finckenstein, commissaire à la concurrence, Bureau de la concurrence, sur « L'évolution du rôle joué par la politique de la concurrence face aux fusions à grande échelle »
- 31 mai Jack M. Mintz, Institut C.D. Howe, sur « Comment créer l'avantage concurrentiel du Canada : le coût des affaires au sein d'une économie mondiale » (Vancouver)



Konrad von Finckenstein, commissaire à la concurrence, Bureau de la concurrence, s'adresse aux membres de l'Institut lors d'une table ronde sur les politiques

- 1^{er} juin Assemblée annuelle de l'Association canadienne d'économique, séance sur « La coopération internationale à la recherche de la stabilité financière », présidée par Finn Poschmann, Institut C.D. Howe
- 5 juin Jack M. Mintz, Institut C.D. Howe, sur « Comment créer l'avantage concurrentiel du Canada : le coût des affaires au sein d'une économie mondiale » (Calgary)
- 6 juin Jack M. Mintz, Institut C.D. Howe, sur « Comment créer l'avantage concurrentiel du Canada : le coût des affaires au sein d'une économie mondiale » (Winnipeg)



Conférence 2000 des bienfaiteurs, à Toronto : (de gauche à droite) David W. Kerr, président et chef de la direction, Noranda Inc., Jack M. Mintz et John F. Helliwell

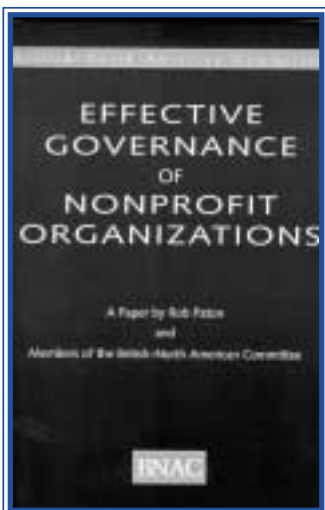
« Les tables rondes sur les politiques ne se limitent pas à lier les participants au processus politique, mais aussi aux gens qui sont responsables de ce processus. Il est incontestable que ces séances confidentielles uniques s'imposent pour toute personne qui souhaite figurer au premier rang de l'élaboration des politiques qui influent sur nos entreprises et sur le pays en général. »

— Jack Cockwell, président et chef de la direction, Brascan Corporation

- 7 juin Jack M. Mintz, Institut C.D. Howe, sur « Comment créer l'avantage concurrentiel du Canada : le coût des affaires au sein d'une économie mondiale » (Halifax)
- 12 juin Sir Graham Day, président du conseil, Ontario Hydro Services, sur « L'évolution du secteur de l'électricité en Ontario »
- 27 juin L'honorable Dianne Cunningham, ministre de la Formation, des Collèges et Universités de l'Ontario, sur « Les collèges et l'éducation : orientations futures de l'éducation postsecondaire »
- 8 sept. V. Peter Harder, sous-ministre, Industrie Canada, sur « Le Canada au sein de l'économie nord-américaine : pressions et débouchés politiques »
- 12 sept. Jeffrey C. Lozon, président et chef de la direction, Hôpital St. Michael's (Toronto), sur « Les soins par rapport aux frais de santé »
- 14 sept. Atelier sur les politiques de l'Institut C.D. Howe sur « Les soins de santé au Canada : diagnostics et ordonnances », présidé par William B.P. Robson, Institut C.D. Howe
- 19 sept. David Pecaut, directeur, Boston Consulting Group, sur « Les tendances de l'avenir »
- 21 sept. Jack M. Mintz, sur « Aider ou nuire ? Que doivent dire les budgets gouvernementaux à propos du secteur de la haute technologie » (Ottawa)
- 17 oct. David Lindsay, président et chef de la direction, Société ontarienne SuperCroissance, sur « Bâtir la prospérité future de l'Ontario »
- 19 oct. Pierre-Marc Johnson, avocat, Heenan Blaikie, sur « Après Seattle : comment remettre les négociations commerciales sur la bonne voie » (Montréal)
- 23 oct. John F. Helliwell, département d'économie, Université de la Colombie-Britannique, sur « La mondialisation : mythes, faits et conséquences », conférence des bienfaiteurs 2000
- 27 oct. Conférence sur les politiques de l'Institut C.D. Howe, sur « Payer le cornemuseux provincial : enjeux de la prochaine décennie », présidée par Jack M. Mintz (Calgary)
- 9 nov. David A. Brown, président de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, sur « Se maintenir à la hauteur de l'économie de grande vitesse : comment la réglementation doit s'adapter au XXI^e siècle »
- 15 nov. Panel sur les élections, avec Michael W. Robinson, directeur d'Earnscliffe Strategy Group Inc., Richard M. Anderson, président d'Anderson Strategic Consulting, et Geoff Norquay, directeur de Parker Norquay, sur « Les prochaines élections fédérales »
- 22 nov. Ross Finnie, chargé de recherche et professeur adjoint, Université Queen's, sur « La dynamique des faibles revenus : la pauvreté à long terme et ses répercussions sur les politiques »
- 28 nov. Mary Macdonald, présidente de Macdonald & Associates Limited, et John F. Eckert, associé directeur de McLean Watson Capital Inc., sur « Les marchés du capital-risque au Canada »
- 5 déc. Stuart L. Smith, président de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, sur « Le traitement des eaux et le rôle du secteur privé »

Comité britannique et nord-américain

Parrainé au Canada par l'Institut C.D. Howe, le Comité britannique et nord-américain (CBNA) réunit un groupe de dirigeants des milieux d'affaires, syndical et universitaire du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada. Ces dirigeants ont à cœur de favoriser des relations harmonieuses et constructives entre ces trois pays et leurs citoyens. Ils se réunissent à intervalles réguliers pour débattre d'enjeux communs avec des spécialistes et des décisionnaires invités dans un cadre confidentiel. Son programme de recherche et de publications s'efforce de trouver des solutions aux problèmes actuels et nouveaux, et d'en encourager l'examen. Le CBNA favorise la libéralisation de l'économie et la coopération politique à grande échelle et à un niveau international. Il est d'avis que des liens personnels étroits et la coopération entre les dirigeants de divers secteurs des trois pays continueront de jouer un rôle spécial dans la promotion d'approches constructives face à leurs défis communs.



En 2000, un groupe de travail du CBNA, présidé par Charles Baillie, président du conseil et chef de la direction de la Banque Toronto-Dominion, a publié un rapport sur la régie efficace des organismes sans but lucratif. Dans celui-ci, on abordait les défis qui se posent au secteur sans but lucratif dont l'importance ne cesse de croître, notamment : la concurrence pour l'obtention de ressources, l'intensification de la surveillance, les nouveaux parrainages et partenariats, et la professionnalisation croissante des membres de la direction.

Le président du Comité exécutif du CBNA est Ronald Osborne, président et chef de la direction d'Ontario Power Generation Inc.

Le programme des chercheurs

Depuis 1999, lorsque l'Institut a nommé Richard Bird, de l'Université de Toronto, au poste nouvellement créé de chercheur Petro-Canada, l'appui généreux des membres de l'Institut nous a permis de nommer quatre autres chercheurs, soit : Marc Gaudry, Université de Montréal, au poste de chercheur CN en politiques des transport; Richard G. Harris, de l'Université Simon Fraser, au poste de chercheur en entrepreneuriat de la Fondation John Dobson; David Laidler, Université Western Ontario, au poste de chercheur de l'Association des banquiers canadiens; et John Richards, Université Simon Fraser, au poste de chercheur Phillips en politiques sociales.

L'Institut remercie de leur générosité l'Association des banquiers canadiens, le Canadien National, la Fondation John Dobson, Petro-Canada et Roger Phillips, dont le soutien favorise considérablement la capacité de l'Institut de contribuer à l'élaboration des politiques publiques au Canada.

L'équipe de recherche de l'Institut

L'un des principaux atouts de l'Institut C.D. Howe repose sur les relations qu'il entretient avec certains des penseurs les plus éminents au pays. Les chargés de recherche ont pour rôle de conseiller l'Institut dans l'élaboration de son programme de recherche et d'agir à titre d'arbitres pour veiller au maintien de la grande qualité de ses publications.

Chargés de recherche principaux

John W. Crow
Conseiller

Claude E. Forget
Conseiller

Frederick W. Gorbet
Conseiller

J. Peter Meekison
Conseiller

Al D. O'Brien
Université de l'Alberta

Sylvia Ostry
Université de Toronto

Grant L. Reuber
Conseiller

Gordon Thiessen
Conseiller

Chargés de recherche invités

Alan S. Alexandroff
LECG/Navigant
Consulting, Inc.

Richard M. Bird
Université de Toronto
Chercheur Petro-Canada

Marc Gaudry
Université de Montréal
Chercheur CN en politiques des transports

Richard G. Harris
Université Simon Fraser
Chercheur en entrepreneuriat de la Fondation John Dobson

David Laidler
Université Western Ontario
Chercheur de l'Association des banquiers canadiens

John Richards
Université Simon Fraser
Chercheur Phillips en politiques sociales

Chargés de recherche

Charles M. Beach
Université Queen's

James B. Davies
Université Western Ontario

Pierre Fortin
Université du Québec à Montréal

Michael Hart
Université Carleton

John Helliwell
Université de la Colombie-Britannique

Kenneth J. McKenzie
Université de Calgary

Patrick J. Monahan
Université York

Alice Nakamura
Université de l'Alberta

Nancy Olewiler
Université Simon Fraser

William M. Scarth
Université McMaster

Michael J. Trebilcock
Université de Toronto

Daniel Trefler
Université de Toronto

François Vaillancourt
Université de Montréal

Thomas A. Wilson
Université de Toronto

Robert A. Young
Université Western Ontario

Chargés de recherche internationaux

Richard Blundell
University College (Londres)

Willem H. Buiter
Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Jonathan Gruber
Massachusetts Institute of Technology

Robert H. Haveman
Université du Wisconsin

Peter Howitt
Ohio State University

Robert W. Howse
Université du Michigan

Hans-Werner Sinn
Université de Munich

Le conseil d'administration de l'Institut

Président du conseil

C. Kent Jespersen
président du conseil et chef de la direction,
La Jolla Resources International Ltd.,
Calgary (Alberta)

Président du conseil honoraire

Robert B. Peterson
Président du conseil, président et
chef de la direction,
Compagnie pétrolière Impériale Ltée,
Toronto (Ontario)

Président-directeur général

Jack M. Mintz
Institut C.D. Howe et
professeur de fiscalité titulaire de la chaire Arthur Andersen,
École de gestion Joseph L. Rotman,
Université de Toronto,
Toronto (Ontario)

Administrateurs

Dr. Yvan Allaire
Vice-président directeur,
Bombardier Inc.,
Président du conseil,
Bombardier Capital,
Montréal (Québec)

Bruce Birmingham
Président,
Banque de Nouvelle-Écosse,
Toronto (Ontario)

William Black
Président et chef de la direction,
La Maritime, compagnie d'assurance-vie,
Halifax (Nouvelle-Écosse)

Jack Cockwell
Président et chef de la direction,
Brascan Corporation,
Toronto (Ontario)

F. Anthony Comper
Président du conseil et chef de la direction,
Banque de Montréal,
Toronto (Ontario)

Léon Courville
Bromont (Québec)

James Dinning
Vice-président directeur, Développement
durable et affaires extérieures,
TransAlta Corporation,
Calgary (Alberta)

John T. Ferguson
Président du conseil,
Princeton Developments Ltd.,
Edmonton (Alberta)

Kerry L. Hawkins
Président,
Cargill Limited,
Winnipeg (Manitoba)

Paul J. Hill
Président et chef de la direction,
Harvard Developments Limited,
A Hill Company,
Regina (Saskatchewan)

Stephen Jarislowsky
Président du conseil et chef de la direction,
Jarislowsky, Fraser Limited,
Montréal (Québec)

David W. Kerr
Président et chef de la direction,
Noranda Inc.,
Toronto (Ontario)

Daniel Labrecque
Directeur général résident,
Lazard Canada Corporation,
Montréal (Québec)

Brian Levitt
Coprésident du conseil,
Osler, Hoskin & Harcourt LLP,
Montréal (Québec)

L'honorable Frank McKenna
Avocat,
McInnes Cooper,
Moncton (Nouveau-Brunswick)

John T. McLennan
Vice-président du conseil et
chef de la direction,
AT&T Canada
Toronto (Ontario)

Sarah Morgan-Silvester
Vice-présidente directrice,
HSBC Bank Canada,
Vancouver (Colombie-Britannique)

Peter J. Nicholson
Agent en chef des stratégies,
BCE Inc.,
Montréal (Québec)

David P. O'Brien
Président du conseil, président et
chef de la direction,
Canadien Pacifique Limitée,
Calgary (Alberta)

Sheila H. O'Brien
Première vice-présidente,
Ressources humaines, Affaires publiques et
Relations avec les investisseurs,
NOVA Chemicals Corporation,
Moon Township (Pennsylvanie)

Ronald Osborne
Président et chef de la direction,
Ontario Power Generation Inc.,
Toronto (Ontario)

Roger Phillips
Président et chef de la direction,
IPSCO Inc.,
Regina (Saskatchewan)

Herbert C. Pinder, Jr.
Président,
Goal Group of Companies,
Saskatoon (Saskatchewan)

Frank W. Proto
Président du conseil,
Agrium Inc.,
Regina (Saskatchewan)

Charlotte A. Robb
Vice-présidente et directrice régionale,
Services bancaires commerciaux (Alberta),
Banque Canadienne Impériale de Commerce,
Edmonton (Alberta)

Joseph L. Rotman
Président-directeur du conseil,
Clairvest Group Inc.,
Toronto (Ontario)

Guy Savard
Vice-président et président du conseil,
Exploitation du Québec,
Merrill Lynch Canada Inc.,
Montréal (Québec)

Catherine Swift
Présidente et chef de la direction,
Fédération canadienne de
l'entreprise indépendante,
Toronto (Ontario)

William E. Watchorn
Président et chef de la direction,
ENSIS Growth Fund Inc.,
Winnipeg (Manitoba)



*Quelques membres du conseil d'administration de l'Institut : (debout, de gauche à droite)
Ronald Osborne, Herbert C. Pinder, Guy Savard, Daniel Labrecque, Roger Phillips;
(assis, de gauche à droite) Jack M. Mintz, C. Kent Jespersen, Edward P. Neufeld,
Jack Cockwell*

Administrateurs honoraires

Robert D. Brown, F.C.A.
Toronto (Ontario)

Marshall A. Cohen
Avocat,
Cassels, Brock & Blackwell
Toronto (Ontario)

John D. McNeil
Président du comité exécutif,
Sun Life du Canada, Compagnie
d'assurance-vie,
Toronto (Ontario)

Edward P. Neufeld
Mississauga (Ontario)

Adam H. Zimmerman
Toronto (Ontario)

Le personnel de l'Institut

Jack M. Mintz
Président-directeur
général

En plus d'être à la tête de l'Institut C.D. Howe, Jack Mintz est professeur de fiscalité titulaire de la chaire Arthur Andersen à l'École de gestion Joseph L. Rotman de l'Université de Toronto. Il est titulaire d'une maîtrise de l'Université Queen's et d'un doctorat de l'Université d'Essex, en Angleterre. De 1993 à 1995, M. Mintz était vice-doyen de l'École de gestion Rotman. En 1996 et 1997, il était économiste invité Clifford-Clark au ministère fédéral des Finances. En 1996, le ministre des Finances, Paul Martin, le nommait président du Comité technique de la fiscalité des entreprises.

William B.P. Robson
Vice-président, directeur
de la recherche et
attaché de liaison
canadien auprès du
Comité britannique et
nord-américain

Bill Robson détient un baccalauréat de l'Université de Toronto et une maîtrise de la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton. M. Robson est un spécialiste de la politique budgétaire et monétaire au Canada. Il a rédigé de nombreux ouvrages sur les budgets gouvernementaux et leurs répercussions économiques, ainsi que sur la Banque du Canada et l'inflation. Son ouvrage publié en 1994 et intitulé *The Great Canadian Disinflation*, en collaboration avec David Laidler, a remporté la Bourse commémorative Doug Purvis de l'Association canadienne d'économie pour l'excellence dans la rédaction d'écrits sur la politique économique canadienne. M. Robson est un commentateur connu sur les questions économiques dans les médias.

Finn Poschmann
Analyste de politique
principal

Diplômé en économie de l'Université Carleton en 1986, Finn Poschmann a occupé plusieurs postes de recherche auprès de la Direction de la recherche parlementaire de la Bibliothèque du Parlement avant de se joindre à l'Institut C.D. Howe en janvier 1998. Il se spécialise dans les finances publiques et l'imposition. Il s'intéresse particulièrement à l'incidence de la répartition de l'imposition et à l'utilisation des outils de microsimulation dans l'élaboration des politiques fiscales.

Shay Aba
Analyste de politique

Shay Aba est titulaire d'un diplôme en économie de l'Université York, où il s'est classé premier de sa classe, ce qui lui a valu de remporter le prestigieux Master's Prize. Ses principaux travaux de recherche portent sur l'économie de la santé et la politique monétaire, et plus particulièrement sur l'interaction entre les marchés financiers et la mise en œuvre de la politique monétaire. Le programme de stagiaire et de bourse d'études de la Fondation Max Bell a permis de financer ce poste. L'Institut remercie la Fondation pour cet appui généreux.

Tracy-Anne Beacon
Coordonnatrice de bureau
et réceptionniste

Monique Cormier
Directrice des opérations

Kristine Gray
Adjointe administrative et
adjointe au vice-président et
directeur de la recherche

Karen Walker Hogan
Coordonnatrice des
réunions et conférences

Marie Hubbs
Adjointe au directeur des
publications et des
communications

Rowena Jeffers
Coordonnatrice des
adhésions et du
développement

Julie Kelsey
Coordonnatrice des
réunions et conférences

Donna Leitch
Secrétaire de direction et
adjointe au président

Wendy Longworth
Gestionnaire de la
technologie de l'information

Warren Mahomed
Administrateur de réseau et
de la base de données

Duncan Munn
Agent du développement

Barry A. Norris
Directeur des publications
et des communications

Dolores Sedore
Bibliothécaire

Rapport des vérificateurs

*Aux membres
de l'Institut C.D. Howe*

Le bilan condensé ainsi que l'état condensé des résultats et du surplus ci-joints ont été établis à partir des états financiers complets de l'Institut C.D. Howe au 31 décembre 2000 et pour l'exercice terminé à cette date à l'égard desquels nous avons exprimé une opinion sans réserve dans notre rapport daté du 9 février 2001. La présentation d'un résumé fidèle des états financiers complets relève de la responsabilité de la direction. Notre responsabilité, en conformité avec la Note d'orientation pertinente concernant la certification, publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés, consiste à faire rapport sur les états financiers condensés.

À notre avis, les états financiers condensés ci-joints présentent, à tous les égards importants, un résumé fidèle des états financiers complets correspondants selon les critères décrits dans la note d'orientation susmentionnée.

Les états financiers condensés ci-joints ne contiennent pas toutes les informations requises selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le lecteur doit garder à l'esprit que ces états financiers risquent de ne pas convenir à ses fins. Pour obtenir de plus amples informations sur la situation financière, les résultats d'exploitation et l'évolution de la situation financière de l'Institut, le lecteur devra se reporter aux états financiers complets correspondants.

Deloitte + Touche, s.r.l.

Comptables agréés
Toronto (Ontario)
Le 9 février 2001

États financiers condensés

	2000	1999
<i>Bilan condensé au 31 décembre 2000</i>		
Actif		
À court terme		
Encaisse	293 060 \$	244 118 \$
Titres négociables — au coût, qui se rapproche de la valeur du marché	1 504 396	1 452 661
Débiteurs et intérêts courus	23 235	23 881
Charges payées d'avance	7 500	-
	<u>1 828 191</u>	<u>1 720 660</u>
Immobilisations		
Mobilier, agencements et matériel, déduction faite de l'amortissement cumulé	77 531	24 066
	<u>1 905 722 \$</u>	<u>1 744 726 \$</u>
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	221 271 \$	151 322 \$
Recettes reportées	777 700	679 875
	<u>998 971</u>	<u>831 197</u>
Capital, surplus et réserve		
Capital	212 898	212 898
Surplus	693 853	688 682
	<u>906 751</u>	<u>901 580</u>
Réserve pour réparations	-	11 949
	<u>906 751</u>	<u>913 529</u>
	<u>1 905 722 \$</u>	<u>1 744 726 \$</u>
<i>État condensé des résultats et du surplus de l'exercice terminé le 31 décembre 2000</i>		
Produits		
Contributions et souscriptions	1 651 175 \$	1 507 205 \$
Vente de publications, intérêts créditeurs et autres	202 047	199 363
	<u>1 853 222</u>	<u>1 706 568</u>
Charges		
Frais de recherche et d'administration, et dépenses relatives aux projets	1 807 298	1 672 649
Amortissement	40 753	19 267
	<u>1 848 051</u>	<u>1 691 916</u>
Excédent des produits sur les charges	5 171	14 652
Surplus au début de l'exercice	688 682	674 030
Surplus à la fin de l'exercice	<u>693 853 \$</u>	<u>688 682 \$</u>

*Les états financiers vérifiés complets pour l'exercice terminé
le 31 décembre 2000 sont disponibles sur demande.*